

faire progresser ce dossier. A cette question fondamentale viennent s'en greffer d'autres. Quelle(s) institution(s) doit-on privilégier à cet égard? Les sommets économiques offrent-ils de nouvelles perspectives? Ou doit-on s'en remettre aux institutions permanentes, tels l'OCDE et le FMI? Quels sont les rôles et obligations respectifs des pays influents et des pays dépendants? Quelles sont finalement les limites de la coopération et de la coordination macro-économiques?

Les tentatives de coordination des politiques macro-économiques, comme remède aux divers maux affectant l'économie mondiale, sont de toute évidence contrariées par la difficulté extrême de négocier des politiques nationales dans un domaine où il n'existe pas de règles du jeu universellement acceptées, sinon celle que les politiques intérieures des pays ne peuvent être jugées par les autres. En l'absence de telles règles, la capacité de coopérer efficacement dépend donc essentiellement de la volonté des gouvernements. Mais ces derniers, aussi réceptifs qu'ils peuvent être aux vues de leurs partenaires, doivent néanmoins répondre à des impératifs de politique intérieure.

Dans un monde de souverainetés nationales, les conflits entre les intérêts nationaux et les intérêts de la communauté internationale continuent de poser des dilemmes qui sont, plus souvent qu'autrement, résolus en fonction de considérations politiques nationales. Les pressions exercées par la communauté internationale depuis un an pour convaincre les Etats-Unis de réduire leur déficit budgétaire pour permettre une baisse des taux d'intérêt réels et favoriser la reprise sont restées sans effet même s'il est clair, comme le notait récemment le ministre des Finances, M. MacEachen, à la réunion ministérielle de l'OCDE, que la situation qui prévaut aux Etats-Unis nuit à la reprise dans les autres pays et mène au protectionnisme. L'inertie de nos voisins s'explique bien entendu par des considérations de politique intérieure.

Au-delà des impératifs de politique intérieure, il existe des différences importantes dans la perception qu'on se fait du fonctionnement de l'économie mondiale, de la nature des interrelations macro-économiques, du rôle du mécanisme de marché, etc. Ces différences sont souvent amplifiées par des différences fondamentales dans la philosophie politique et économique des pays. Un exemple frappant de ces différences nous est offert par le conflit entre la philosophie interventionniste du gouvernement socialiste de France et la confiance totale que place l'administration du président Reagan dans l'économie de marché.

Les formes de coopération

L'intérêt et l'appui politiques à une plus grande coordination macro-économique sont néanmoins indéniables, comme le manifeste la multiplication des réunions internationales, que ce soit sous l'égide de l'OCDE ou du FMI ou encore à l'occasion des sommets économiques des pays industrialisés. Alors, lequel de ces forums permet les plus grands espoirs? Nous dirions les trois, mais avec des nuances importantes.

Les sommets ont le mérite de se tenir au plus haut niveau politique et peuvent donc donner des impulsions déterminantes. Par contre, ce sont de grands événements politiques et diplomatiques qui ne peuvent trop s'attar-